



13 semaines de mobilisation

Où en sommes nous?

Face aux attaques sans précédent contre l'école publique et la formation des enseignants, face au mépris gouvernemental, face à l'indifférence médiatique... Le mouvement se radicalise !

Ce mouvement est historique de par sa durée et de par sa forme:

Etudiants, enseignants, enseignants-chercheurs, BIATOSS luttent tous ensemble depuis plus de trois mois pour obtenir le retrait des deux décrets contestés (réforme de la formation et du recrutement des enseignants, et réforme du statut des enseignants-chercheurs).

Le déni des principes démocratiques nous renforce dans notre détermination:

Persistant dans son refus de réelles négociations, le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a fait passer en force, pendant les vacances de printemps, le décret sur le statut des enseignants-chercheurs.

Il a d'ores-et-déjà annoncé qu'il ferait de même pour la réforme de la formation et du recrutement des enseignants des premier et second degrés.

Après la décision de l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) de ne pas évaluer les quelques maquettes de Masters « métiers de l'enseignement », le ministère a décidé d'évaluer lui-même ces dossiers au mépris des règles qu'il avait fixées.

Aujourd'hui un constat s'impose:

La mobilisation exceptionnelle du monde de l'éducation n'a pas encore réussi à faire reculer le gouvernement! Xavier Darcos et Valérie Pécresse n'ont répondu à aucune des inquiétudes soulevées par le projet de réforme de la formation des enseignants.

Alors quelques questions se posent à nous aujourd'hui:

- Croyons-nous toujours qu'enseigner est un métier qui s'apprend?
- Sommes-nous toujours déterminés à faire barrage à l'attaque sans précédent portée à la formation des enseignants?
- Sommes-nous toujours capables de montrer avec force que l'IUFM de Paris est engagé au côté des universités dans cette lutte?

Quelles modalités d'actions sont envisageables dans les semaines à venir

- Grève des commissions de **validation PE2/PLC2** ?
- Démission des **jurys des concours PE1/PLC1** ?
- **Blocage** des centres d'examens?

Quelles conséquences? Venez en débattre!

AG à Batignolles mardi 5 mai à partir de 16h30

Débrayage des cours à Molitor à 16h

votre présence est importante!



Engageons le débat !

AG Mardi 5 mai

Pourquoi la question de la radicalisation du mouvement se pose-t-elle aujourd'hui?

Nous sommes arrivés à un point de non retour dans le bras de fer que nous avons engagé depuis trois mois avec le gouvernement. La situation actuelle nous laisse peu de choix: admettre que nous avons perdu ou monter la pression d'un cran. **L'obstination du gouvernement, ses manoeuvres et tentatives de passage en force nous amènent à radicaliser nos actions.**

Notre mouvement est exemplaire de par sa durée, si on lâche maintenant, les autres mouvements sauront qu'engager un bras de fer sur le long terme avec le gouvernement ne sert à rien.

Ce nouveau cap à franchir concerne autant les étudiants que les formateurs, le gouvernement joue le pourrissement du mouvement en pariant sur la conscience professionnelle de chacun. **Personne ne souhaite sacrifier l'année, mais cette-fois-ci, nous voulons être entendus.**

Malgré le discours ambiant, les universités restent plus que jamais mobilisées

50 universités retiennent les notes du premier semestre, **53** sont en grève, **44** sont bloquées, **16** boycotteront le bac.

Le 29 avril, la 9ème CNU représentant 64 établissements, dont Paris 4, a voté la motion suivante:

"Nous ne tiendrons pas les examens !"

Face à la situation de blocage actuelle dont le gouvernement porte l'entière responsabilité, et qui a entraîné une suspension des cours depuis trois mois dans la plupart des universités :

- Nous refusons d'évaluer les enseignements qui soit n'ont pas été dispensés (dans 30 universités en piquet de grève aucun cours ne s'est tenu au second semestre), ou bien qui ont été dispensés dans des conditions de grève ne permettant pas un accès équitable des étudiants à ces contenus.
- Nous appelons les enseignants-chercheurs et le personnel BIATOSS à ne pas organiser les examens et ce jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Cela concerne directement l'IUFM de Paris qui est une école interne de l'université Paris-Sorbonne (Paris IV).

Les IUFM sont toujours mobilisés

De nombreux IUFM continuent la lutte (Livry-Gargan, Laon, Toulouse, Privas, Lyon, Grenoble...) et ont décidé d'amplifier leurs actions:

Blocage des centres de correction (appel de Livry-Gargan le 30 avril), occupation des locaux à partir du lundi 4 mai, grève administrative et rétention des dossiers de titularisation des PE2...

Informations et explications : <http://www.iufmparis.canalblog.com>